



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUDE

**ARRETE PREFECTORAL N° 2011048-0005**  
**Installations Classées pour la protection de l'environnement**  
**Société TITANOBEL à CUXAC CABARDES**  
**Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRT) - prorogation du délai d'approbation du PPRT**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 515-8 et L 515-15 à L 515-25 et L 123-1 à L 123-16 et R 515-39 à R 515-50 ;
- Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 211-1, L 230-1 et L 300-2 ;
- Vu** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L 15-6 à L 15-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;
- Vu** la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;
- Vu** la circulaire du 29 septembre 2005 modifiée, relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;
- Vu** la circulaire ministérielle du 03 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, et notamment son annexe 2, définissant les critères d'exclusion de certains phénomènes dangereux du PPRT ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2005-11-0653 en date du 22 avril 2005 autorisant l'exploitation d'un dépôt en igloos permanent d'explosifs exploité à Cuxac-Cabardès par la société TITANOBEL ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2008 –11-6515 du 9 janvier 2009 prenant acte du changement d'exploitant de l'établissement TITANITE au profit de la société TITANOBEL qui résulte de la fusion au 1er janvier 2008 des sociétés TITANITE S.A.S et NOBEL EXPLOSIFS France S.A. ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2005-11-2667 du 21 août 2005 portant création d'un CLIC pour le site industriel " TITANITE " sur la commune de Cuxac-Cabardès, modifié par les arrêtés préfectoraux des 26 avril 2010, 3 septembre 2010 et 17 janvier 2011 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-11-2985 du 23 septembre 2009 portant prescription d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour du site Titanobel sur le territoire de la commune de Cuxac Cabardès ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées, en date du 17 février 2011 ;

**CONSIDERANT** que l'établissement Titanobel appartient à la liste prévue au IV de l'article L 515-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il est apparu nécessaire durant l'année 2010, pour tenir compte de jurisprudences relatives à la composition des commissions (CAA de Marseille, arrêt du 05/06/2008 relatif à SITA Bellegarde, CAA de Nancy, 2 juin 2008), de réviser les arrêtés fixant la composition des CLIC ;

**CONSIDERANT** que le CLIC n'a été amené à désigner son représentant au sein des Personnes et Organismes Associés tel que prévu par l'article L. 515-22 du code de l'environnement qu'en septembre 2010 ;

**CONSIDERANT** que pour permettre d'intégrer ces éléments dans le processus d'élaboration du PPRT Titanobel, il convient de proroger le délai nécessaire à l'approbation de ce plan, afin de permettre à la procédure de se dérouler conformément aux dispositions réglementaires ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

## ARRETE

### Article 1er

Le délai nécessaire à l'approbation du plan de prévention des risques technologiques prescrit sur les installations exploitées par la société Titanobel à Cuxac Cabardes, est prorogé de 12 mois à compter du 23 mars 2011, soit jusqu'au 23 mars 2012, conformément à l'article R 515-40 du code de l'environnement.

### Article 2 : mesures de publicité

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2009-11-2985 du 23 septembre 2009 .

Il sera affiché pendant un mois en mairies de Cuxac Cabardes.

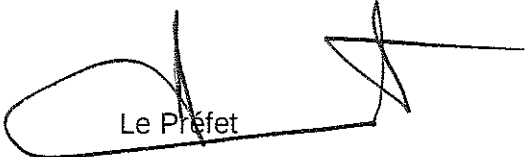
Mention de cet affichage et de l'adresse du site Internet de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de la région Languedoc-Roussillon, sur lequel est accessible le présent arrêté, sera insérée par les soins du Préfet dans deux journaux locaux.

### Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude,  
la Directrice Régionale l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Carcassonne, le 23 FEV. 2011



Le Préfet

Anne-Marie CHARVET